

Le budget

Ainsi, en tout, il engendre sa propre crise et ses propres difficultés, pour ensuite s'en décharger sur quelqu'un d'autre. La situation est inacceptable quand je vois toutes ces mesures à venir. Il y a aussi la crise du logement, les compressions imposées à Radio-Canada qui entraînent un problème de communications dans tout le pays.

Nous, Canadiens, sommes mécontents de cette mauvaise gestion. Les gens de ce pays adressent un message très clair au gouvernement. Quand, d'après les sondages, 20 p. 100 seulement d'entre eux appuient le gouvernement, c'est leur façon de dire au gouvernement qu'il fait très mal son travail.

M. Lewis: Le pourcentage était descendu à 19, ce matin. Mettez vos données à jour.

M. Pickard: J'ai fait la moyenne entre le 21 que j'avais entendu et votre 19. D'après les deux derniers sondages, vous avez l'appui de 20 p. 100 de la population, et cette donnée est parfaitement à jour.

Le fait est que le gouvernement conservateur gère fort mal l'économie; il n'y a pas de doute sur ce point.

M. Wappel: Madame la Présidente, je voudrais commencer par féliciter mon collègue de nous avoir présenté une autre de ses excellentes analyses, incisives à souhait des moyens que prend le gouvernement conservateur pour faire dévier notre société du droit chemin.

Je voudrais poser une question toute simple à mon collègue. Je voudrais qu'il commente un passage précis du budget, c'est-à-dire le tout premier paragraphe du document dans lequel le ministre des Finances a dit, et je cite:

Depuis 1984, ce gouvernement suit un programme cohérent et complet qui devrait permettre aux Canadiens de bénéficier d'une qualité de vie et d'une hausse de niveau de vie sans équivalent dans le monde.

Je lui pose donc la question suivante. À l'heure actuelle au Canada, nous sommes confrontés à des taux d'intérêt élevés, à une crise dans l'industrie de la pêche de la région de l'Atlantique, un taux d'analphabétisme de 24 p. 100, à la dette publique la plus grosse de l'histoire de notre pays. Grâce au gouvernement actuel, comme l'a si bien fait observer le député, le problème de pauvreté va en s'aggravant, comme en témoignent la multiplication des banques d'alimentation d'un bout à l'autre du pays et un fardeau fiscal sans cesse plus lourd à porter pour les Canadiens ordinaires, tandis que celui des entreprises est allégé. Le député pourrait-il nous dire comment il se fait

que le ministre des Finances a l'audace de faire une telle déclaration?

M. Pickard: Je remercie mon collègue d'avoir posé cette question. Je crois qu'il a mis le doigt sur un point très pertinent, à savoir l'arrogance dont font preuve le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor lorsqu'ils prétendent être engagés dans un processus global qui favorisera le mieux-être des Canadiens et que ceux-ci s'en trouvent mieux. Nous avons connu six années de grande prospérité et une croissance économique que nous n'avions pas prévue aussi forte. En dépit de toute cette prospérité et de cette croissance, toutefois, le gouvernement nous a engagés sur la voie catastrophique des dettes colossales et des déficits énormes. En 1984, lorsqu'il a présenté ses prévisions, Michael Wilson avait dit que si nous continuions à appliquer la politique libérale, nous finirions par crouler sous le poids de la dette et du déficit. Or, nous avons adopté plutôt la politique du gouvernement. Voici ce qu'a clairement déclaré la Chambre de commerce, habituellement chaud partisan du gouvernement:

Compte tenu de l'ampleur de la dette fédérale et en dépit des protestations à l'inverse, le gouvernement a lamentablement échoué dans ses tentatives pour régler le problème. Les mesures qu'il a prises ont donné de pires résultats que presque toutes celles qu'il jugeait inadmissibles en 1984.

Ces propos donnent à penser qu'il s'est peut-être donné pour mandat en 1984 de détruire notre pays. C'est tout ce que je puis trouver à répondre lorsqu'il se targue d'améliorer encore l'économie. Il a haussé les impôts. Il a accru la dette. Les intérêts sur la dette ont doublé. Je ne comprends vraiment pas où il prétend s'en aller ni ce qu'il est en train de faire. Il me semble courir droit à la catastrophe.

M. Fontana: Madame la Présidente, je me permets de féliciter mon collègue, le député d'Essex, circonscription voisine de London, pour son excellent exposé sur l'affaire très importante et grave que constitue le budget. J'ai une question à lui poser.

Il a analysé de façon très approfondie le budget et la gestion du gouvernement au cours des six dernières années. Nous savons tous que le budget repose surtout sur des hypothèses quant au taux de croissance, au taux de chômage, aux taux d'intérêt, etc. Le ministre doit évidemment tenir compte du rendement prévu de notre économie en 1990. Ses meilleurs amis et ses plus chauds partisans eux-mêmes n'approuvent manifestement pas ses hypothèses, en particulier sur le chapitre des taux d'intérêt. Mon collègue, le député d'Essex-Kent,